

**Nations unies - Birmanie -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 28 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier chaleureusement le Secrétaire général des Nations unies d'avoir accepté la demande, formulée par la France et six autres membres de ce Conseil, de venir nous informer sur la situation en Birmanie. Je voudrais au nom de la France saluer l'engagement personnel du Secrétaire général sur cette question prioritaire.

Les faits, terribles, sont là : comme l'a rappelé le président Macron à la tribune de l'Assemblée générale, un nettoyage ethnique est en train de se produire aujourd'hui dans l'ouest de la Birmanie. Près de 500.000 Rohingyas, dont la majorité sont des enfants et des femmes, ont fui la Birmanie pour le Bangladesh en un mois. Plus de 200 villages ont été entièrement détruits, d'autres brûlés, pour forcer les populations à fuir et les dissuader de revenir. Ne nous y trompons pas : l'incitation à la haine et à la violence contre les personnes Rohingyas qui existe en Birmanie sous forme de discours publics ou d'autres formes de stigmatisation peut conduire, si nous n'y mettons pas un terme sans délai, à des atrocités pires encore. Face à une situation d'une telle gravité, le conseil de sécurité a la lourde responsabilité de s'unir et d'agir pour briser cette spirale négative et définir d'urgence le chemin d'une issue pacifique et donc politique.

À cet effet, nos efforts immédiats doivent porter dans deux directions :

Première priorité, la fin des violences. Nous appelons toutes les parties à cesser immédiatement les violences contre les populations civiles. Nous demandons aussi aux forces de sécurité birmanes d'assurer, comme elles en ont la responsabilité, la protection de ces populations sans discrimination. Les autorités birmanes doivent également mettre un terme à l'action des groupes auto-proclamés qui s'en prennent à la population rohingya.

Deuxième priorité, inséparable de la première, le rétablissement d'un accès humanitaire sûr et sans entrave pour l'ensemble des acteurs humanitaires. Le comité international de la Croix-Rouge et la Croix-Rouge birmane sont mobilisés. Ils ont délivré une aide importante mais largement insuffisante au regard de l'ampleur des besoins.

Il est urgent de permettre l'accès aux agences des Nations unies, au Programme alimentaire mondial, à l'UNICEF et aux grandes organisations non gouvernementales comme Médecins sans Frontières, qui sont en mesure d'intervenir de manière neutre, indépendante et impartiale

pour apporter les secours d'urgence. L'intention du gouvernement birman d'organiser un déplacement pour les diplomates et les organisations humanitaires dans l'État de l'Arakan va dans la bonne direction. Je souhaiterais également saluer le travail remarquable du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations qui doivent faire face, en première urgence, à l'afflux de près de 500.000 personnes vers le Bangladesh.

L'effort considérable consenti par le Bangladesh, qui accueille en tout près de 700.000 Rohingyas, mérite également d'être salué et soutenu par la communauté internationale. Nous encourageons les autorités du Bangladesh à fournir l'accès nécessaire à l'ensemble des acteurs humanitaires en fonction des besoins des populations.

Monsieur le Président,

Je viens d'évoquer les défis les plus immédiats. Trois autres priorités indissociables doivent également nous mobiliser car elles sont déterminantes pour une solution durable à cette crise :

La première, une fois la fin des violences obtenue, c'est de définir précisément les modalités d'un retour sûr, volontaire et durable des réfugiés.

La seconde priorité, c'est d'engager le plus rapidement possible un processus politique afin de traiter les causes profondes de ces violences : les discriminations et violations systématiques des droits des personnes Rohingyas, qui sont privées de citoyenneté depuis des décennies en Birmanie. Le rapport remis par la commission consultative pour l'État de l'Arakan présidée par M. Kofi Annan contient à ce sujet des recommandations importantes. L'engagement du gouvernement birman à mettre en oeuvre ces recommandations sans délai et avec détermination est une première étape positive, qui doit se traduire par des actes. La France réitère son soutien au gouvernement civil dans la poursuite et la consolidation du processus de transition démocratique engagé en 2015. Elle salue également les efforts entrepris par les pays de la région pour trouver une issue à la crise.

Le déni des droits des Rohingyas depuis des dizaines d'années a favorisé la radicalisation d'une minorité d'entre eux. Les populations civiles ne doivent pas pour autant payer le prix des violences commises par un groupe extrémiste.

C'est pourquoi, et c'est le troisième défi à traiter, il n'est pas possible de passer sous silence les violations massives des droits de l'Homme, susceptibles de constituer des crimes contre l'Humanité, comme l'a dit le Haut-commissaire aux droits de l'Homme. Les responsables de crimes devront répondre de leurs actes devant la justice. Dans l'immédiat, nous appelons les autorités birmanes à autoriser l'accès plein et entier à toutes les instances de surveillance des droits de l'Homme, en particulier la mission d'établissement des faits établie par le Conseil des droits de l'Homme en mars dernier. Cette mission doit pouvoir se rendre en Birmanie pour y conduire une enquête indépendante sur les violations commises, quels qu'en soient les auteurs. C'est l'appel que nous réitérons aujourd'hui auprès des autorités birmanes.

Monsieur le Président,

Alors que la France s'apprête à assumer la présidence du conseil de sécurité au mois d'octobre, soyez assuré de sa pleine mobilisation sur la situation en Birmanie.

Nous organiserons ainsi, dès les tout premiers jours de notre présidence et avec le Royaume-Uni, une réunion ouverte et informelle du conseil de sécurité, en formule dite «Arria», autour de Kofi Annan et d'autres personnalités. Cette réunion, qui sera ouverte à tous, permettra d'évoquer la situation sur le terrain afin d'en avoir une appréciation commune, mais également d'aborder plus en détails les recommandations de la commission présidée par Kofi Annan et les moyens d'agir dont nous disposons. Nous poursuivons par ailleurs avec nos partenaires du Conseil le travail engagé en vue d'une expression forte et unie du conseil de sécurité, que la France estime indispensable et urgente.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de conclure en reprenant les mots du rapport de la commission consultative pour l'État de l'Arakan, que je cite : «le statu quo n'est pas tenable». La France restera donc en initiative pour que le conseil de sécurité assume pleinement les responsabilités qui sont les siennes sur cette question dont nous voulons faire, à travers cette session, une priorité commune de notre action.

Je vous remercie./.